

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Brault

Prénoms : Julien

Institution ou entreprise : Fonds européen d'investissement

Axe(s) :

- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : La soutenabilité des politiques de soutien aux entreprises après le coronavirus. Comment articuler les niveaux national, européen, et international ?

Résumé de votre contribution :

Face au défi posé par le coronavirus, les Etats, unions d'Etats, et institutions internationales, ont mis en œuvre des politiques soudaines et dont l'ampleur est nouvelle. Parmi ces mesures, les politiques de soutien aux entreprises et aux travailleurs apparaissent comme centrales. Il s'agit notamment de garanties de crédit aux entreprises, de délai de paiement des impôts, de versements directs aux entreprises, avec ou sans prises de participation, et de versements d'argent public aux travailleurs, soit sous forme d'assurance-chômage ou d'interruption de travail, soit sous forme de subsides directs. A la variété de ces mesures s'ajoute la diversité des acteurs publics qui en sont à l'origine, entre Etats nationaux, Union européenne, institutions internationales, banques de développement nationales ou internationales. Leur ampleur soulève des questions de soutenabilité de long terme. Ces politiques ont une histoire antérieure au coronavirus. Cependant, leur ampleur nouvelle appelle à de nombreuses interrogations pour l'avenir. Une question majeure est l'articulation entre les différents niveaux de souveraineté, notamment en Europe. Cette articulation suppose de trouver une juste répartition des rôles entre acteurs, aussi bien horizontalement, en termes de segmentation des politiques, que verticalement, en termes de hiérarchies de financements et garanties. Une autre question est celle de l'évaluation de l'efficacité économique de ces mesures et de leur soutenabilité de long terme, dans un contexte initial de fort endettement. Evaluation de la soutenabilité et articulation des niveaux de souveraineté sont deux questions liées, car la multitude d'acteurs impliqués suppose de s'interroger sur leur collaboration en

matière d'évaluation. La question de la soutenabilité est enfin une question de responsabilité. Chacun des mécanismes de soutien évoqués, subsides, garanties, investissement en capital, incitations diverses, chômage partiel, s'inscrit dans des logiques différentes en matière de répartition des coûts sociaux de long terme de la crise actuelle. La notion de garantie elle-même est très ambiguë quant à sa signification réelle en termes de responsabilité. Eclairer les implications des choix actuels est donc essentiel pour évaluer la soutenabilité de la réponse à la crise, et l'impact de la crise sur la soutenabilité du modèle de développement actuel en France et en Europe. Il s'agit donc de faire premier point sur les mesures de soutien aux entreprises suite à la crise du coronavirus. Il s'agit également de s'interroger sur les objectifs de ces politiques, et sur leur soutenabilité. Enfin, il s'agit de s'intéresser à la question de l'évaluation de ces politiques, ex ante et ex post.